

Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France

Michel Winock

Nationalisme,
antisémitisme
et fascisme
en France

NOUVELLE ÉDITION AUGMENTÉE

Éditions du Seuil

ISBN 978-2-7578-4307-9
(ISBN 2-02-011628-6, 1^{re} édition)

© Éditions du Seuil, février 1982, pour les chapitres extraits
d'*Édouard Drumont et Cie*, mars 1992, mai 2004 et mai 2014
pour les autres chapitres et la composition du livre.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Présentation

Trois thèmes principaux font l'objet de ce livre, qui pourrait aussi s'intituler : le Moi national et ses maladies. D'abord, le *nationalisme* – ou plutôt *les* nationalismes, car le mot peut recevoir plusieurs définitions. Nous avons insisté sur les deux types que la France a connus : le nationalisme ouvert, issu de la philosophie optimiste des Lumières et des souvenirs de la Révolution (celui de Michelet, mais aussi celui du général de Gaulle), et le nationalisme fermé, fondé sur une vision pessimiste de l'évolution historique, l'idée prévalente de la décadence et l'obsession de protéger, fortifier, immuniser l'identité collective contre tous les agents de corruption, vrais ou supposés, la menaçant.

Ensuite, nous avons voulu approfondir l'examen de ce nationalisme fermé à travers l'ordre imaginaire qu'il s'est construit. La politique est moins faite de rationalité que de mythes et de mythologies. Quels partis pourraient prétendre y échapper ? Le mythe suprême ne serait-il pas l'illusion du rationalisme politique ? Cependant, la démonologie et le délire de l'extrême droite ont dépassé les fictions ordinaires : l'*antisémitisme* en est la frénésie permanente. Sur ce thème, nous avons repris les études qui composaient notre *Édouard Drumont et Cie*, publié au Seuil en 1982, en les complétant de nouvelles approches.

Enfin, il nous a paru nécessaire de traiter de deux autres catégories de notre histoire politique : le *bonapartisme* et le *fascisme*, qui ont partie liée, elles aussi, avec le nationalisme, et sur lesquelles une historiographie récente est revenue.

Ces trois thèmes sont illustrés, dans une dernière section, par des cas particuliers – hommes politiques et écrivains – qui ont marqué d'une manière ou d'une autre l'histoire du nationalisme français, dans ses variations et ses contradictions.

I

Du nationalisme français

Nationalisme ouvert et nationalisme fermé

Au lendemain des élections législatives de 1902, qui ont été remportées par le Bloc des gauches, Charles Péguy écrit, dans les *Cahiers de la Quinzaine* :

« Les élections ont prouvé que la poussée nationaliste est beaucoup plus compacte, beaucoup plus dense, beaucoup plus serrée, beaucoup plus carrée qu'on ne s'y attendait. Les querelles individuelles des principaux antisémites et des principaux nationalistes ne peuvent nous masquer le danger antisémite et nationaliste. Au contraire, si les partis nationalistes, aussi mal conduits par des chefs rivaux, ont obtenu pourtant les résultats que nous connaissons, qui ne voit qu'il faut que ces partis aient à leur service des passions compactes dans des masses compactes. On ne fabrique pas par stratagème, artifice, des mouvements aussi étendus, aussi profonds, aussi durables¹. »

Ce mot : *nationaliste*, que l'on trouve sous la plume d'un écrivain qualifié lui-même, une dizaine d'années plus tard, de « nationaliste », est d'usage récent. Les dictionnaires donnent l'année 1798 comme date de son apparition, mais tout au long du XIX^e siècle, il n'est qu'un mot savant et oublié, que Littré ignore dans son grand dictionnaire élaboré sous le Second Empire. C'est dans les dix dernières années du siècle que cet adjectif – et le substantif qui lui est lié – va servir à désigner une tendance politique que l'on classe nettement à droite, et même à l'extrême

1. Charles Péguy, « Les élections », in *Œuvres en prose 1898-1908*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1959, p. 1311.

Seuls les lieux d'édition autres que Paris sont indiqués.

droite. Son introduction semble être redevable à un article de Maurice Barrès, dans *Le Figaro*, en 1892¹.

Au demeurant, dans notre langage, les mots « nationalisme » et « nationaliste » sont ambivalents. Le même terme, en effet, sert à caractériser deux mouvements historiques, tantôt successifs, tantôt simultanés. D'abord, le nationalisme des peuples qui aspirent à la création d'un État-nation souverain – c'est ce qu'on appelle aussi parfois le mouvement nationalitaire, dont l'aboutissement en Europe a correspondu aux traités qui concluent la Première Guerre mondiale et achèvent la destruction des grands empires ; au xx^e siècle, ce mouvement nationalitaire, qu'on appellera désormais nationaliste, est principalement le fait des peuples colonisés : l'accès à l'indépendance des États du « tiers monde » en a été le résultat. Cependant, le même mot *nationalisme* est pratiqué, depuis l'affaire Dreyfus surtout, pour étiqueter les diverses doctrines qui, dans un État constitué, subordonnent tout aux intérêts exclusifs de la nation, de l'État-nation, à sa force, à sa puissance, à sa grandeur.

En principe, la France n'a pu connaître que ce nationalisme du second type, puisque, depuis longtemps, son unité et sa souveraineté étaient acquises. Mais la réalité n'est pas si simple, car le mouvement nationalitaire qui brasse et reconstruit l'Europe tout au long du xx^e siècle, on peut dire que la France, que la Révolution française, y ont – directement ou indirectement – contribué. L'idée nationale s'est, à la fin du xviii^e siècle, confondue avec la poussée démocratique. Le « Vive la nation ! » des soldats de Valmy, au moment où l'on allait fonder la première République, en septembre 1792, ce cri-là signifiait non seulement un élan patriotique repoussant les armées étrangères ; il affirmait aussi la liberté et l'égalité du peuple souverain. À l'Europe des dynasties, il opposait l'Europe des nations ; à l'Europe des monarchies, l'Europe des citoyens.

Ainsi, avant la lettre, la France a connu un nationalisme, un nationalisme de gauche, républicain, fondé sur la souveraineté populaire, et appelant les nations asservies à se délivrer de leurs chaînes. Ce nationalisme a sa propre histoire. Mais, entre ce nationalisme des « patriotes » et le nationalisme des « nationalistes »

1. Voir Raoul Girardet, *Le Nationalisme français 1871-1914*, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1983, p. 8 et 9.

(ceux qui assumèrent le mot, Barrès, Déroulède, Maurras, et tant d'autres), il serait erroné d'imaginer une cloison étanche qui les isolerait l'un de l'autre. Entre ces deux mouvements, on observe des passages, des convergences, voire des compromis.

Le nationalisme républicain

Tout commence avec la Révolution française. Celle-ci proclamait, dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément » (art. 3). Ainsi parlant, la Constituante déplaçait la source de la légitimité, du souverain héréditaire au peuple français dans son ensemble : la monarchie d'Ancien Régime, en attendant la monarchie tout court, était abolie. La loi devait être l'expression de « la volonté générale ». En bonne logique, cette souveraineté nationale impliquait l'idée d'indépendance nationale. Qu'était-ce qu'une nation ? Non pas le rassemblement hasardeux de populations sous le sceptre d'une dynastie qui, au gré des guerres et des stratégies matrimoniales, en variait la dimension et la composition. La Nation était elle-même le résultat d'une volonté générale. Ainsi, la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, posait le principe d'une cohésion volontaire des Français dans une communauté nationale – y compris de ceux qui, selon la loi ancienne, dépendaient de souverains étrangers : le pape, pour les Avignonnais (le comtat Venaissin fut rattaché à la France en 1791) ; les princes possessionnés d'Allemagne, pour les Alsaciens. Face à l'Europe dynastique, protestant contre ces principes nationaux, Merlin de Douai répliquait, le 28 octobre 1790, à l'Assemblée nationale :

« Aujourd'hui que les rois sont généralement reconnus pour n'être que les délégués et les mandataires des nations dont ils avaient jusqu'à présent passé pour les propriétaires et les maîtres, qu'importent au peuple d'Alsace, qu'importent au peuple français les conventions qui, dans les temps du despotisme, ont eu pour objet d'unir le premier au second ? *Le peuple alsacien s'est uni au peuple français, parce qu'il l'a voulu*¹. »

1. Cité par Jacques Godechot, *La Pensée révolutionnaire 1780-1799*, Colin, 1964, p. 122. C'est nous qui soulignons.

En germe, cette volonté-là annonçait le bouleversement de la carte politique de l'Europe : la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est l'idée révolutionnaire qui va redessiner toutes les frontières. Le mouvement nationalitaire, qui va se répandre et embraser le continent en 1848, a d'abord confondu le principe des nationalités et le principe démocratique. Le nationalisme de la France républicaine avait vocation universelle : « Le Dieu des nations a parlé par la France », s'exclame Michelet.

La nation ? Les constituants lui donnaient encore une définition abstraite, juridique. Mais les poètes et les historiens, dont Michelet a été sans doute le plus marquant, ont, tout au long du XIX^e siècle, enrichi d'un contenu affectif le principe de nation française, transfiguré son histoire en destin, et pourvu le culte patriotique d'une mythologie : celle d'un peuple élu.

Nul mieux que Michelet n'a réussi à conjuguer l'amour de la France, l'amour charnel de la terre française, l'amour spirituel d'une « âme » française, avec l'amour universel de l'humanité :

« Cette nation, écrit-il dans *Le Peuple*, a deux choses très fortes que je ne vois chez nulle autre. Elle a à la fois le principe et la légende, l'idée plus large et plus humaine, et en même temps la tradition plus suivie.

» Cette tradition, c'est celle qui fait de l'histoire de France celle de l'humanité. En elle se perpétue, sous forme diverse, l'idéal moral du monde [...], le saint de la France, quel qu'il soit, est celui de toutes les nations, il est adopté, béni et pleuré du genre humain. »

Matrice de la révolution universelle, « fraternité vivante », la France est une « religion ». Les autres nations ont leur légende, elles aussi, mais ce ne sont que des « légendes spéciales », au lieu que « la légende nationale de France est une traînée de lumière immense, non interrompue, véritable voie lactée sur laquelle le monde eut toujours les yeux ¹ ».

Le nationalisme républicain, dès les origines, déclarait la paix au monde, mais se tenait prêt à affronter les tyrans, les armes à la main. L'amour révolutionnaire du genre humain ne se confondait nullement avec le pacifisme : la patrie en danger, la levée en masse, les soldats de l'An II (chantés par Victor Hugo), les

1. Michelet, *Le Peuple*, 1846, p. 276-278.

paroles mêmes de *La Marseillaise*, autant de souvenirs et de mots martiaux qui s'attachent à la mémoire révolutionnaire, et qui se nourrissent aussi bien de l'imagination populaire que des doctrines de la gauche française¹.

La Commune de Paris, qui se dresse en mars 1871 contre le gouvernement des « ruraux », a été largement due à la frustration patriotique éprouvée par les républicains et les révolutionnaires de la capitale, pendant et à l'issue du siège de Paris. C'était alors l'extrême gauche – jacobine, blanquiste, voire socialiste – qui faisait montre de « nationalisme », contre un gouvernement réputé avoir failli à sa mission de défense nationale. La lutte de la Commune contre « Versailles » fut, dans une large mesure, une guerre de substitution ; la guerre civile, l'avorton de la guerre nationale².

La défaite de 1871 et l'amputation des départements alsaciens et lorrain entretiennent, pendant une vingtaine d'années, un esprit de revanche sur l'Allemagne, une fièvre de patriotisme endémique, dont l'œuvre des fondateurs de la III^e République n'est pas épargnée. Léon Gambetta, qui s'était illustré durant la guerre franco-allemande par son inlassable énergie à soulever la province contre l'envahisseur, devient, la paix signée, le leader d'un parti républicain qui, de place en place, de discours en discours, réaffirme l'impératif patriotique et paie sa part à la légende nationale :

« Mais, s'exclame-t-il à Thonon, le 29 septembre 1872, il n'y a pas que cette France glorieuse, que cette France révolutionnaire, que cette France émancipatrice et initiatrice du genre humain, que cette France d'une activité merveilleuse et, comme on l'a dit, cette France nourrice des idées générales du monde ; il y a une autre France que je n'aime pas moins, une autre France qui m'est encore plus chère, c'est la France misérable, c'est la France vaincue et humiliée³... »

Appelés à reconstruire cette France vaincue, les fondateurs de la nouvelle République veilleront à consolider le ciment national.

1. Philippe Darriulat, *Les Patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870*, Éd. du Seuil, 2001.

2. « On ne saurait trop le répéter, la révolution de Paris ne fut que le contrecoup du faux combat livré par les hommes du 4 septembre à l'ennemi national » (Jules Andrieu, *Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris en 1871*, Payot, 1971, p. 107).

3. Cité par Pierre Barral, *Les Fondateurs de la Troisième République*, Colin, 1968, p. 206.

Leur œuvre scolaire, notamment, assurera une véritable pédagogie nationaliste : l'histoire, la géographie, la morale et l'instruction civique, les leçons de choses, tout doit contribuer à tremper l'âme nationale ; entretenir le souvenir des provinces perdues, développer l'usage de la langue française au détriment des « dialectes » et « patois » (œuvre reprise de la Révolution et de l'abbé Grégoire), animer le culte des héros nationaux... On songe même, un moment, à une préparation de guerre enfantine : en 1882, trois ministres (Guerre, Instruction publique, Intérieur) cosignent un décret visant à généraliser les bataillons scolaires, dont l'expérimentation avait eu lieu deux ans plus tôt à Paris, dans le V^e arrondissement. L'armée et l'école vont collaborer pendant quelques années à l'enrégimentement partiel de la jeunesse. Cette tentative se révèle un échec au bout d'une dizaine d'années, mais on voit que l'idée de mobilisation enfantine est antérieure aux régimes totalitaires : c'est dans une république parlementaire qu'elle fut conçue.

La préparation à la guerre – fût-elle une guerre défensive – visait ensemble la mise en condition des esprits et l'entraînement des corps. C'est un ami de Léon Gambetta, Paul Déroulède, qui fonde, en 1882, pour cette « préparation des forces vengeresses » – selon son expression – la Ligue des patriotes. Une ligue qui veut être apolitique et toute tendue vers le conditionnement moral et physique de la revanche : société de gymnastique, de tir au fusil, armée de réserve, la Ligue des patriotes devait être à l'armée ce que la Ligue de l'enseignement est à l'École : une inspiratrice, une alliée, un instrument de propagande. Cependant, dès 1886, l'apolitisme déclaré de la Ligue est mis au rancart : Déroulède fait son entrée dans l'arène politique. Moment de rupture : le boulangisme annonçait un nouveau nationalisme, celui-là d'opposition et de droite. La ligne bleue des Vosges n'en était plus le seul horizon : le Palais-Bourbon et l'Élysée devenaient l'enjeu prioritaire.

Le nationalisme conservateur

Paul Déroulède a précisé le moment charnière où son action est devenue une action politique d'opposition. Dans un discours qu'il a fait lire lors d'un meeting, le 23 mai 1901, le fondateur de la Ligue des patriotes explique :

« C'est en 1886, à Buzenval, au milieu des drapeaux rouges criminellement déployés sur la tombe de nos soldats, et cela en présence et avec l'approbation de certains députés, que j'ai compris pour la première fois dans quel état d'anarchie nous étions tombés et que, pour la première fois, j'ai déclaré qu'avant de libérer l'Alsace et la Lorraine, il fallait libérer la France¹. »

Nous saisissons sur le vif le moment de transition qui voit le passage d'un nationalisme à l'autre. La présence de drapeaux rouges à une cérémonie militaire (commémoration d'une bataille de la dernière guerre) en est-elle la raison, le prétexte ou le déclic ? Toujours est-il que Déroulède fixe bien la nouvelle hiérarchie des devoirs : l'ordre intérieur d'abord, la revanche extérieure après ! Le régime parlementaire, voilà l'ennemi ! L'année suivante, les débuts du boulangisme offrent à Paul Déroulède la solution politique recherchée : la république plébiscitaire doit remplacer la république parlementaire.

Ne faisons pas, toutefois, du boulangisme un simple accès de fièvre nationaliste. Au cours des trois années (1887-1889) pendant lesquelles le mouvement se développe, jusqu'à son acmé, lors de l'élection législative partielle à Paris, en janvier 1889, puis décline et s'effondre, le boulangisme est devenu un mouvement d'opinion d'une riche complexité, où concourent les « patriotes » de Déroulède, des radicaux désireux d'en finir avec la république opportuniste, des socialistes rêvant d'une révolution sociale, des bonapartistes et les monarchistes manigancant à qui mieux mieux en vue d'une restauration... Bref, un mouvement d'opinion nourri, de l'extrême gauche à l'extrême droite, de tous les mécontentements de l'heure, se cristallise sur un général à cheval et sur un programme laconique – Dissolution, Révision, Constituante –, suffisamment vague pour laisser à chaque clan ses espoirs et autoriser ses calculs. Pot-pourri où chacun reconnaîtra les siens – jusques et y compris les antécédents du fascisme².

Pour ce qui nous concerne ici, il n'est pas douteux que le boulangisme si hétéroclite a été le creuset d'un nouveau nationalisme, qui ne prendra vraiment son nom qu'une dizaine d'années

1. Paul Déroulède, *Qui vive ? France ! « Quand même », Notes et Discours 1883-1910*, 1910, p. 254.

2. Voir Michel Winock, *La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques 1871-1968*, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1987.

plus tard et qui est mû par un impératif prioritaire : le changement de régime, l'instauration d'un pouvoir personnel, directement appuyé sur la volonté nationale. L'échec même du boulangisme aura pour effet de fixer à droite le mouvement nationaliste¹. Après 1889, l'espoir des restaurations s'est effondré ; en 1892, le pape conseille aux catholiques français de se rallier à la République. Le mouvement nationaliste va se trouver renforcé et décanté par ses clientèles droitières : une véritable doctrine « nationaliste » (puisque désormais le mot se répand avec l'aide des théoriciens de la nouvelle école) est élaborée et diffusée, l'affaire Dreyfus en étant le stade paroxystique. « Véritable doctrine » est trop dire. Il vaudrait mieux parler d'ensemble doctrinal, auquel divers esprits ont apporté leur écot sans trouver une commune solution politique, même si l'adversaire – la république parlementaire – leur était commun. Ce nationalisme antidreyfusard regroupe, en effet, sans les confondre complètement, ceux qui viennent de la Révolution et ceux qui viennent de la contre-Révolution.

Le moment Dreyfus

Paul Déroulède fait partie du premier groupe. Retrouvant son élan au cours de l'affaire Dreyfus, la Ligue des patriotes a mobilisé, en particulier à Paris, une bonne fraction de la clientèle républicaine. L'attitude résolument « putschiste » de son chef vaut à celui-ci l'exil². Hostile à « la comédie parlementaire », Déroulède ne s'en dit pas moins l'adversaire d'une dictature et préconise une république plébiscitaire et populaire, à la tête de laquelle le chef de l'État, émancipé de « l'oppressive tutelle des deux Chambres », serait « le premier des représentants du peuple ». Dans la mouvance de la Ligue, on retrouve un certain nombre d'ex-révolutionnaires, une ancienne extrême gauche, soit issue des rangs blanquistes, soit influencée par Rochefort. Les

1. Voir Philippe Levillain, *Boulangier, fossoyeur de la monarchie*, Flammarion, 1982.

2. Paul Déroulède, le 23 février 1899, à l'occasion des funérailles du président Félix Faure, avait tenté d'entraîner le général Roget à marcher sur l'Élysée. Malgré son acquittement par le jury de la Seine, Déroulède, de nouveau arrêté, est condamné par la Haute Cour à dix ans de bannissement.

éditoriaux de celui-ci dans *L'Intransigeant* amènent à la cause nationaliste un petit peuple – parisien surtout – volontiers anticlérical, sans-culotte, dont les aînés ont pu faire le coup de feu au temps de la Commune.

Autre élément : la composante antisémite. À vrai dire, l'antisémitisme baigne l'ensemble du mouvement nationaliste : de Déroulède à Maurras, de Rochefort à Barrès, la dénonciation de « l'invasion juive » est de toutes les salives. Encore faut-il distinguer des organes et des structures proprement antisémites. Côté journaux, *La Libre Parole* d'Édouard Drumont, et les diverses éditions parisiennes et régionales de *La Croix* des Pères assomptionnistes. Pour le reste, signalons seulement la Ligue antisémite, lancée par Drumont, dirigée avant sa mort par le marquis de Morès, reprise enfin par Jules Guérin, qui la transforme en « Grand Occident de France » – appellation dérisoire visant la franc-maçonnerie, communément assimilée à la « juiverie ». Substitut de l'ennemi extérieur, le Juif est appelé par la mythologie des antisémites à figurer, à l'intérieur, l'ennemi nécessaire contre lequel il devient plus facile d'assurer la cohésion nationale.

Au cours de l'affaire Dreyfus, le nationalisme rallie aussi à sa cause une bonne partie des gens en place, l'*establishment* des arts et des lettres, ainsi qu'en témoigne le succès de la Ligue de la patrie française. Autant les deux ligues précédentes – celle de Déroulède, celle de Guérin – recrutent dans les couches populaires, autant celle-ci dans le Bottin mondain. Elle est créée à la fin de l'année 1898, en protestation contre les intellectuels dreyfusards : académiciens (François Coppée, Jules Lemaître, Paul Bourget, et une vingtaine d'autres), membres de l'Institut, artistes en vogue (Degas, Renoir, Caran d'Ache, Forain...), pétitionnent pour l'Armée, mise en cause. Mais trop mondaine et conservatrice pour être dangereuse, la Ligue de la patrie française ne survit pas à l'affaire Dreyfus¹.

Cependant, c'est un des noms les plus illustres de la Ligue de la patrie française, Maurice Barrès, qui s'impose comme l'une des deux « têtes » (l'autre étant Charles Maurras) du nationalisme conservateur. Barrès, qui n'a pas l'esprit de système, offrira au nationalisme un art poétique. Ses romans (*Les Déracinés*,

1. Voir Jean-Pierre Rioux, *Nationalisme et Conservatisme, la Ligue de la patrie française 1899-1904*, Beauchesne, 1977.

L'Appel au soldat, etc.), ses *Cahiers*, constituent une somme nationaliste, où l'on repère bon nombre d'idées de son époque, mais traitées par une âme sensible, un esthète, qui s'entend à les émailler de formules imagées¹.

Il est convenu d'opposer le syncrétisme de Barrès (qui intègre notamment dans sa vision nationale la Révolution de 1789) au monarchisme sectaire de Maurras. Pourtant, le nationalisme de Barrès est, dans son fondement, aux antipodes du nationalisme républicain. Celui-ci s'appuie sur l'idée d'une nation conçue comme le produit d'une volonté générale. Celui-là, sur un non-vouloir catégorique : « Le nationalisme, écrit Barrès, c'est l'acceptation d'un déterminisme². » Paradoxe : Barrès et tant d'autres nationalistes conservateurs, trempés d'antigermanisme, récusent la définition française de la nation, au profit de l'allemande, dans laquelle l'inconscient submerge la volonté ou le consentement. Là-dessus, du reste, il arrive à Barrès de se contredire, et ce n'est pas par rigueur théorique qu'il va exercer une influence, profonde, sur plusieurs générations (d'écrivains notamment), mais davantage par son sens de la formule, de la métaphore, de l'évocation. Avec lui, le nationalisme a perdu les abstractions révolutionnaires. Anti-intellectualiste, il fonde sa passion du Moi national sur le culte de la Terre et des Morts, et entonne l'hymne de l'enracinement. Avec lui, loin des grands horizons, récusant la dimension universelle, le nationalisme se rétracte dans son pré carré. C'est un chant d'angoisse, au cœur de la décadence, en l'honneur d'une France menacée de décomposition. L'appel à l'« énergie », qu'il réitère de livre en livre, prend des accents crépusculaires, hanté qu'il est par l'œuvre de la mort : « Mon sentiment de la mort et ce grouillement des vers dans un cadavre qui est toute ma vie secrète³... »

La première vague nationaliste, le boulangisme, avait porté Barrès le romantique ; la deuxième vague, celle de l'antidreyfusisme, a offert au nationalisme français son doctrinaire positiviste,

1. C'est le reproche qu'on peut adresser au livre de Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le Nationalisme français*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1972 : d'avoir trop systématisé une pensée qui ne l'était pas.

2. Maurice Barrès, *Scènes et Doctrines du nationalisme*, Plon, 1925, p. 8.

3. Maurice Barrès, *Mes cahiers*, Plon, 1929, I, p. 114.

Histoire de l'extrême droite en France

(direction de l'ouvrage)

Seuil, « xx^e siècle », 1993

et « Points Histoire » n^o 186, 1994

La France de l'affaire Dreyfus

(sous la direction de Pierre Birnbaum)

Gallimard, 1993

Dictionnaire des intellectuels français

(codirection de l'ouvrage avec Jacques Julliard)

Seuil, 1996, 2002

Les Cultures politiques

(sous la direction de Serge Berstein)

Seuil, « L'Univers historique », 1999

HISTOIRE DE LA FRANCE POLITIQUE

(sous la direction de Serge Berstein, Philippe Contamine,
Michel Winock)

1. Le Moyen Âge

(sous la direction de Philippe Contamine)

Seuil, « L'Univers historique », 2002

et « Points Histoire » n^o 367, 2008

2. La Monarchie entre Renaissance et Révolution

(sous la direction de Joël Cornette)

Seuil, « L'Univers historique », 2000

et « Points Histoire » n^o 368, 2008

3. L'Invention de la démocratie

(sous la direction de Serge Berstein et Michel Winock)

Seuil, « L'Univers historique », 2003

et « Points Histoire » n^o 369, 2008

4. La République recommencée

(sous la direction de Serge Berstein et Michel Winock)

Seuil, « L'Univers historique », 2004

et « Points Histoire » n^o 370, 2008

RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : MARS 2014. N° 117081 ()
IMPRIMÉ EN FRANCE